

## Russie : histoires de temps (ou du passé on ne peut faire table rase)

**Author :** Jacques Sapir

**Categories :** [Monde](#)

**Date :** 6 mars 2015

Alors que le 5 mars, une partie des Russes célébraient l'anniversaire de la mort de Staline et qu'aujourd'hui Vladimir Poutine est souvent décrit comme le nouveau Tsar de Russie, Jacques Sapir a publié sur son [blog RussEurope](#) cet article sur les "temps russes" et l'impossibilité d'écrire l'histoire à venir en faisant table rase du passé.

L'analyse des formes économiques qui commencent à se coaguler en Russie depuis 2000 suggère le retour à un modèle de développement où le poids de l'État sera particulièrement important, que ce soit sous des formes directes ou indirectes. Dans le même temps, ces formes économiques ne sont pas sans rappeler celles que l'on trouvait dans le modèle de développement russe des années 1880-1914. Ceci est particulièrement sensible dans le domaine bancaire, mais concerne aussi la très forte collusion entre de grands groupes industriels et le pouvoir politique. Si la ressemblance entre la Russie tsariste une fois cette dernière engagée dans un projet d'industrialisation rapide et la Russie actuelle est frappante, ceci ne signifie pas que la période soviétique n'ait été qu'une parenthèse. En fait, les parentés entre les politiques des années 1880-1914 et les politiques soviétiques sont nombreuses. La question de la permanence intertemporelle de schémas de développement ne va pas sans soulever des interrogations théoriques essentielles pour l'économie et les sciences sociales. Sommes nous en présence d'un « effet de sentier » particulièrement puissant, ou devons nous analyser cette permanence comme une apparence, les acteurs du présent ré-utilisant à d'autres fins des moules institutionnels passés. La persistance de certaines formes institutionnelles dans des modèles de développement étalés sur près de 120 ans traduit-elle la pertinence de ces formes par rapport aux problèmes du développement ou au contraire la persistance d'habitudes passées, que l'on aura alors tendance à qualifier d'archaïsmes ? Les questions sont donc nombreuses. Certaines ont trait à la permanence de représentations, d'institutions, de pratiques comme de formes sociales. Traduisent-elles une pathologie, au sens durkheimien du terme, ou au contraire doivent-elles être pensées comme des nécessités fonctionnelles à l'émergence de formes nouvelles ? Ce qui est sous-jacent à cette interrogation c'est la pertinence même du couple *moderne/archaïsme* qui n'est pas seulement un outil dont on use et abuse, mais aussi une redoutable source de jugements normatifs et d'épithètes péjoratives. Il n'est guère de débats politiques et sociaux où l'on ne cherche à coller le qualificatif d'archaïque à son adversaire. Mais ceci se fait sans que l'on se soit réellement interrogé sur la pertinence du concept.

La comparaison entre la Russie post-soviétique et l'URSS défunte est certainement celle qui suscite les plus de commentaires. On a rapidement retrouvé dans le cours de ce qu'il est convenu d'appeler la première phase de la transition (1992-1998), des comportements bien connus dans le passé, et ceci a été attribué à un « poids du passé » ou des « habitudes » des acteurs. Ainsi, les tentatives de la part du Ministère des finances dans les années 1993-1996 d'imposer la discipline budgétaire aux entreprises par la raréfaction du crédit ou l'arrêt des subventions d'État ont engendré le même développement du crédit interentreprises que l'on avait pu repérer au début des années cinquante[1]. Le rôle de protection sociale joué par l'entreprise envers non seulement ses salariés, mais aussi leurs proches et généralement une partie de la population urbaine, s'est maintenu dans de nombreux cas[2]. Le comportement des directeurs, même et y compris quand ils sont devenus légalement les propriétaires de l'entreprise qu'ils administraient précédemment, change si peu qu'il a fallu invoquer une éthique directoriale spécifique[3]. Il faut d'ailleurs remarquer que cette permanence des comportements ne concerne pas la seule Russie. On a pu retrouver ces mêmes comportements en des termes relativement semblables, dans certains pays d'Europe centrale[4]. Mais, à bien y regarder, on est souvent frappé par la persistance de ces comportements qui diffèrent largement de ceux auxquels nous avons été habitués dans les économies « occidentales ». Il faut donc reprendre le problème en dehors (et au-delà) de la simple perpétuation d'habitudes de comportement et se poser la question de savoir comment s'articulent tant la permanence des structures (qu'elles soient économiques, sociales ou politiques) que les processus de changement systémique.

### **Permanence des structures et changement systémique**

La permanence des structures, compte tenu et de l'opprobre dont l'ancien système était frappé et de la radicalité des réformes prises en 1992 et 1993, constitue une interrogation que l'on ne peut esquiver. Que le système soviétique soit mort n'est cependant pas douteux; il l'était en réalité avant que ne commence son démantèlement à la fin des années quatre-vingts. Mais ce qui émerge aujourd'hui, en particulier la tendance à la constitution d'un système corporatiste[5], renvoie largement à l'héritage soviétique.

Il est vrai aussi que l'URSS ne s'était pas débarrassée, ni en un jour ni en un an, des legs russes. Qu'il s'agisse de la permanence des administrations, au moins jusqu'en 1929[6], de la proximité du discours industrialisateur soviétique avec celui du ministre modernisateur Witte au XIX<sup>ème</sup> siècle, voire de pratiques sociales, tant rurales qu'urbaines, dont on peut suivre les traces jusque dans les années quarante[7], les continuités sont bien plus grandes que ne l'imaginent les représentations mythiques, en positif ou négatif, de la révolution de 1917. Ce thème des permanences, transformées et recomposées par le mouvement du développement, constitue l'un des axes de l'interprétation que Moshe Lewin a donné du système soviétique[8]. La manière dont l'auteur a posé les problèmes méthodologiques de son approche reste non seulement pertinente pour qui travaille sur l'URSS, mais pourrait s'appliquer à qui veut comprendre la Russie présente :

*“Nous insistons, et continuons d'insister, sur l'importance des effets économiques et sociaux des*

*événements récents et courants parce qu'ils sont certainement responsables d'un nouveau phénomène – le système soviétique. Et notre tâche essentielle est précisément d'évaluer ce système et sa nouveauté. Par ailleurs, nous continuons à inviter le chercheur intéressé à prendre sa respiration et à se plonger dans le passé russe, suggérant par là que les racines des événements plus récents s'y dissimulent peut-être et surtout exercent encore une influence."*

Cette présence du passé au sein même du présent peut s'appréhender à travers diverses figures. Celle de l'archaïsation, ou des éléments archaïques perdurant au sein même d'un processus de modernisation est certainement la plus courante.

### **L'hypothèse du « retard » et de l'archaïsation dans les mouvements de modernisation**

Il est incontestable, ne serait ce que dans le cas de l'URSS, que les dirigeants ont été conscients, et souvent au sens d'une conscience tragique, de la présence de ces archaïsmes. Pourtant, et l'on pourrait ici tracer un parallèle entre la modernisation d'un Pierre le Grand et celle d'un Staline, les méthodes utilisées pour moderniser sont la cause de la survivance, voire du renforcement des éléments qualifiés d'archaïques[9]. Dans un cas comme dans l'autre, les rythmes de la modernisation imposent le recours ou le renforcement de structures anciennes, qu'il s'agisse du servage au début du XVIIIème siècle ou des modes de commandement ancestraux dans le cours de l'industrialisation soviétique, avec un mode de gestion de la main d'oeuvre et un rapport aux relations homme/machine très primitifs. Cette combinaison, pas toujours heureuse, entre les produits de la modernisation et des pratiques archaïques, voire entre des éléments techniques d'origines diverses est attestée longuement tant par des sources soviétiques que par des témoins occidentaux[10].

Il est alors tentant d'aborder cette question de la permanence à travers une autre figure, celle de la pathologie au sens donné par Durkheim à ce concept. Rappelons qu'est considérée comme pathologique la survie dans le présent de généralités ayant été engendrées par des conditions passées qui ont depuis disparu[11]. De ce point de vue, on peut alors considérer le système soviétique comme pathologique, et c'est incontestablement l'une des voies que suggère M. Lewin quand il évoque à propos du stalinisme une pathologie systémique[12]. Pour autant, l'image de structures sociales, de normes de comportement survivant à la disparition de leurs causes premières n'est pas parfaitement convaincante.

Si on accepte de quitter un instant l'URSS et la Russie pour s'intéresser à une autre trajectoire de modernisation, celle du Japon contemporain, on va retrouver la dualité entre le nouveau et l'ancien. La persistance de relations sociales traditionnelles, tout comme celle de formes anciennes d'organisation économique, ont été des éléments décisifs dans le succès de la stratégie de l'ère Meiji[13]. Il faut alors s'interroger si le renforcement dans la Russie actuelle de comportements hérités de la période soviétique, comme les relations bilatérales, les pratiques de collusion entre directeurs, mais aussi l'intégration des travailleurs à travers le développement des fonctions sociales de l'entreprise, constituent nécessairement des phénomènes négatifs.

Le succès de toute stratégie de modernisation passe, très probablement, par la capacité à réutiliser des formes traditionnelles et non par la projection et l'application, directes et intégrales, de l'ensemble des formes réputées modernes et directement empruntées à des sociétés considérées comme plus avancées.

### Faiblesse de l'interprétation en termes d'archaïsme

Le couple *moderne/archaïque* fait la preuve de sa vacuité. En réalité, le « nouveau » ne peut se développer qu'en s'appuyant sur la permanence d'éléments plus anciens. Tout d'abord parce qu'il est matériellement impossible de transformer la totalité d'un édifice social en un seul mouvement. Ensuite parce que, quand bien même aurions-nous à notre disposition les moyens matériels et politiques pour pouvoir prétendre à la possibilité d'une telle approche, cette dernière n'en serait pas moins impossible en raison des résistances spontanées des acteurs.

L'une des raisons fondamentales à la permanence de pôles stables dans le changement tient aux limites cognitives des individus[14]. Ces derniers traitent des signaux qu'ils reçoivent de leur environnement à partir de l'ensemble de leurs connaissances et de leurs représentations. Or, non seulement il est impossible de « tout » savoir mais plus prosaïquement il est impossible de traiter la totalité des signaux engendrés par l'environnement de manière simultanée[15]. Cela pose le problème de la rationalité telle qu'elle est définie par de nombreux auteurs comme le produit d'un calcul[16]. Dans des conditions de grands changements, le nombre de choses qu'il faudrait calculer est tout simplement trop important. Si on adopte le point de vue des auteurs se réclamant de la rationalité limitée[17], l'incertitude ne provient plus d'un manque d'information comme le prétend la théorie économique standard[18], mais résulte au contraire d'un excès de signaux qui sature les capacités de traitement de l'opérateur. Ainsi, pour pouvoir concentrer notre attention et notre réflexion sur un problème donné, nous devons en certains cas non pas oublier les autres, mais supposer que la répétition de gestes passés constituera une réponse adéquate[19]. En d'autres termes, l'innovation n'est rendue possible en un point que par la présence de routines en d'autres. Les routines ont alors pour fonction de limiter l'extension des dissonances cognitives induites par des innovations en certains points, ou par les incertitudes issues des innovations adoptées par autrui[20].

La compréhension de ce que innovation et routine loin de s'opposer se complètent a des conséquences importantes pour toute analyse du changement social. Elle invalide radicalement les approches en terme de changement global immédiat, qu'elles soient inspirées par l'idéologie bolchevique ou par l'idéologie libérale. Elle impose aussi de comprendre que, dans la mesure où toute innovation ouvre des portes sur l'inconnu et introduit une part irréductible d'incertitude, les logiques de maximisation sont d'emblée inopérantes car elles n'ont de pertinence que dans un univers où tout peut se calculer. Les seules logiques possibles sont d'ordre stratégique, c'est à dire des choix faits en fonction du critère non de la meilleure solution mais de la première solution satisfaisante disponible, ce que H. Simon a appelé le *satisficing*[21]. Or, le choix stratégique implique la présence de règles heuristiques pour le guider[22]. Il est ainsi fondamentalement de

nature politique, au coeur même des problèmes de la légitimité du pouvoir.

Il y a une autre raison pour se méfier de la notion d'archaïsme. Prenons le cas du travail à façon, qui a longtemps été considéré comme l'exemple même de la forme archaïque dans le cadre de l'industrialisation. Le développement actuel de l'informatique permet un retour à ce mode de relation employeur-employés dans un certain nombre d'activités. A travers cet exemple on peut mesurer comment des changements techniques peuvent modifier, parfois juste à la marge, les conditions qui rendent un mode d'organisation rentable ou non. Il faut donc abandonner la vision simplificatrice d'un déroulement linéaire des transformations sociales, où les modes d'organisation et de relation s'emboîteraient les uns aux autres dans une chronologie dictée par un déterminisme du progrès conduisant, suivant les versions, soit vers le triomphe du collectif soit vers celui de l'individu. La fonctionnalité de formes particulières d'organisation et de relations sociales, dans un contexte donné, doit être saisie comme contingente au niveau des coûts de transaction et d'organisation, à la nature des incertitudes et à leur point d'application, au degré de substituabilité ou au contraire de complémentarité des activités comme des techniques que ces dernières emploient[23].

#### **L'hypothèse du ré-emploi des institutions**

Cependant une autre lecture de la présence du passé au sein du présent que celle de l'archaïsme est possible : c'est la notion de reemplois que proposait B. Lepetit[24]. A partir de plusieurs exemples, empruntés tant à l'histoire sociale qu'à l'histoire urbaine, il montre de manière brillante que "l'établissement d'un usage" prend le plus souvent la forme de la restauration d'un usage ancien, tout en ne pouvant s'y réduire. Les ressemblances ne sont point des identités, mais signifient un réinvestissement de formes existantes dont le remplacement supposerait un coût (économique, social, symbolique)".

On est ainsi en mesure d'appréhender de manière différente cette présence au présent d'un passé en se situant dans une démarche inaugurée par R. Kosellek[25]. Cette démarche présente l'immense mérite d'offrir une rupture concrète avec une vision de l'histoire qui se focalise sur les "temps nouveaux" et la notion d'accélération du temps[26]. Le changement social peut alors être saisi non plus comme un phénomène global et cumulatif, mais au contraire hétérogène et discontinu. Cela ne veut pas dire que ce ne soit un changement ni qu'il ne soit social. Il faut donc, pour revenir à B. Lepetit, prêter la plus grande attention aux refigurations au présent d'un passé, car elles expriment l'existence d'un projet. L'une des dynamiques de cette refiguration consiste alors en celle :

*"...par laquelle les groupes requalifient pour de nouveaux emplois, les objets, les institutions et les règles qui dessinent ensemble l'espace d'expérience dont ils disposent"* [27]

Pour autant, cette interprétation qui fait des groupes sociaux de véritables bernard-l'ermite, pour séduisante qu'elle soit en ce qu'elle nous permet justement de rompre avec le

couple *moderne/archaïsme*, n'est pas sans soulever d'autres problèmes. Tout d'abord, il est illusoire de croire que tous les groupes sociaux ont la même capacité à requalifier des objets, à reconfigurer le passé. Dans l'un des exemples de B. Lepetit, celui justement qui porte sur l'histoire sociale, ce qui est montré n'est autre que la capacité des groupes patronaux à réactiver des associations interdites par la loi Le Chapelier. Il n'est alors nullement fait mention d'une capacité identique des groupes ouvriers et pour cause! La présence de rapports de forces est aussi un élément de la réalité sociale, qui détermine les plus ou moins grandes plages de liberté d'action des groupes, comme des individus. Ce qui est en jeu n'est pas la refiguration du passé, mais la refiguration d'un passé, qui valide certains équilibres en faisant disparaître l'origine de l'objet requalifié. Comme l'a écrit d'ailleurs fort bien Lepetit lui même

*“Le poids du passé devient d'autant plus extrême qu'il tire sa force de son oubli.”*

On ne peut sortir du balancement *spontanéisme fonctionnaliste / mythification de l'agent* qui caractérise une partie de ce que l'on appelle aujourd'hui en économie l'École des conventions qu'en réintroduisant la notion de conflit, et avec elle celles de coup de force et de négociation. Si, en 1996, l'exercice du pouvoir politique suprême en Russie semblait se couler dans le moule d'un tsarisme décadent, c'est avant tout en raison du coup de force réussi par Eltsine et ses conseillers contre le Parlement de Russie en octobre 1993. Si des entreprises privatisées ont pu entre 1994 et 1999 reproduire le mécanisme des dettes interentreprises typique de l'économie soviétique, c'est aussi le produit d'un coup de force rampant de la part des directeurs, qui s'est traduit par une situation où, pour l'instant, la loi sur la faillite reste inapplicable. Que, d'un côté comme de l'autre, on cherche à gommer ce coup de force, à le camoufler sous une prétendue continuité historique, fait partie intégrante des stratégies des groupes concernés. Il est possible que, dans ces deux cas, nous soyons en présence de conventions en devenir. Dans quelques années, plus personne ne s'interrogera peut-être sur l'origine des pratiques politiques du pouvoir comme des pratiques financières des entreprises. L'emprise du présent sera bien alors, comme l'écrivait B. Lepetit, la garantie de l'efficacité de ces conventions.

Cela n'en fait pas disparaître le problème de l'origine, même si cette dernière n'est pas la source unique ou principale de l'opérationalité de la convention, au contraire même. L'origine reste le point qui éclaire un moment d'une trajectoire plus globale. Il n'est pas neutre que certaines conventions aient été engendrées dans des conflits, par des coups de force, et d'autres dans des négociations collectives.

L'hypothèse d'une société de remplois apparaît ici comme singulièrement forte pour nous faire comprendre la présence du passé soviétique dans le présent russe, à condition de la prendre pour ce qu'elle est : la matérialisation de stratégies conflictuelles, susceptibles de victoires comme de défaites, et qui font du passé un enjeu pour le contrôle du présent.

**Quelle pertinence pour les comparaisons intertemporelles ?**

La comparaison entre deux époques d'un même pays, qu'il s'agisse de la Russie d'avant 1914 avec l'URSS ou de cette dernière avec la Russie actuelle, est donc un exercice privé de sens s'il se limite à dresser la liste de ce qui est semblable (les soi disants archaïsmes) ou de ce qui est différent. Il n'y a d'intérêt à se livrer à une telle comparaison que si l'objet en est de suivre des processus, d'observer comment des éléments nouveaux s'appuient, s'articulent sur des éléments anciens, ou au contraire les transforment voire les détruisent. Il faut alors être attentif aux questions que soulèvent ces différentes trajectoires. Traduisent-elles des logiques de diffusion de l'innovation, que celle-ci concerne les institutions ou les pratiques, les produits comme les formes d'organisation, par percolation ou par renversement des obstacles ; les innovations repérables sont-elles à même de profiter des éléments préexistants ou au contraire ces derniers les limitent-ils, aboutissant à cantonner le changement dans des espaces clos ? La comparaison ne vaut qu'à travers ce qu'elle nous donne à voir comme éléments de généralité ou au contraire de spécificité. Elle est l'autre face d'une tentative à penser en terme de modèle, c'est à dire de propositions cohérentes et de relations synthétisées. Radicalement opposée à une démarche purement empiriste, elle vise à soumettre le modèle à une critique salutaire pour éviter l'enfermement dans une axiomatique d'autant plus rigoureuse qu'elle serait en réalité de nature circulaire.

L'usage de la comparaison est, on l'aura compris, une démarche parallèle à celle de l'interdisciplinarité[28]. Cette dernière est avant tout programmatique et non accumulative ; elle procède non pas d'emprunts successifs, *ad hoc*, mais de l'élaboration de programmes visant à répondre aux limites de chaque discipline, tout en respectant les règles propres de justification et de controverse. Cette interdisciplinarité, qui récuse la fusion des disciplines comme leur enfermement sectaire, se pratique avant tout par l'échange d'objections. La comparaison trans-historique, on le devine, est une source féconde de telles objections, à condition de ne pas tenter de lire le passé à travers la norme, implicite ou explicite, d'un futur magnifié. Il n'est pas de représentation plus perverse que celle des "lendemains qui chantent", que ceux-ci soient le socialisme ou le marché généralisé. Le passé est alors entièrement soumis à une vision normative du futur, à laquelle il ne sert que de justification, positive ou négative. Car, en réalité, du passé on ne peut faire table rase...

[1] Il est vrai que ceci a fortement étonné les économistes occidentaux qui ignoraient l'histoire économique soviétique et qui n'ont pas vu à quel point le développement du crédit interentreprises était prévisible. Pour une brève description de la crise financière de 1949-1954 : J. Sapir, *Fluctuations et cycles économiques en URSS, 1941-1982*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 1989. La pratique du crédit interentreprises est attestée dès les années trente ; voir R. Hutchings, *The structural origins of Soviet industrial expansion*, Macmillan, Londres, 1984.

[2] C. Lefèvre, "Héritages et transformations du système de protection sociale en Russie", in *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 26, n°4, juin 1995, pp. 25-54.

[3] O. Khakhordine, "L'éthique corporatiste, l'éthique du 'samostojatel'nost' et l'esprit du capitalisme : réflexions sur la création du marché en Russie post-soviétique", in *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 25, n°2, juin 1994, pp. 27-56. Si cette approche est incontestablement intéressante, il faut remarquer que l'on n'a pas besoin de supposer nécessairement une telle "éthique" pour expliquer des comportements dont la permanence peut être rendue intelligible par les jeux de dissuasions induits par des fonctionnements en réseau. Voir J. Sapir, "Les enseignements d'une transition", in *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. XCV, juillet-décembre 1993, pp. 289-332.

[4] T. Lowit et N. Fratellini, *Pouvoir économique et rapports de travail dans l'industrie en Europe centrale (République tchèque, Pologne, Hongrie)*, CNAM-CNRS, Laboratoire Georges Friedmann, décembre 1995, 274 p.

[5] J. Sapir, "Action publique et agents privés: vers un modèle russe ?", in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 27, n°2, juin 1996,

pp. 187-219.

[6] D.K. Rowney, *Transition to technocracy – The structural origins of the Soviet Administrative State*, Cornell University Press, Ithaca et Londres, 1989 ; S. Sternheimer, "Administration for the development : the emerging bureaucratic elite, 1920-1930?", in W. McKenzie Pintner et D.K. Rowney (eds.), *Russian Officialdom – The bureaucratization of Russian society from the seventeenth to the twentieth century*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, N.C., 1980.

[6] A. Gerschenkron, "Russia : Patterns and Problems of Economic Development, 1861-1958?", in A. Gerschenkron, *Economic Backwardness in Historical Perspective – A Book of Essays*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1962, pp. 119-151 ; T. Shanin, *Russia as a developing society*, Macmillan, Londres, 1985.

[7] M. Lewin, *La formation du système soviétique*, Gallimard, Paris, 1987.

[8] A. Gerschenkron, "Russia : Patterns and Problems of Economic Development, 1861-1958?" op. cit.

[9] Dans le cas de Magnitogorsk, voir, *Iz istorij magnitogorskogo metalurgitsheskogo kombinata i goroda Magnitogorska (1929-1941gg) : sbornik dokumentov i materialov*, Magnitogorsk, 1965. J. Scott, *Au-delà de l'Oural*, Marguerat, Genève, 1945 ; un témoignage identique sur les usines de Léningrad se trouve dans A. Smith, *J'ai été ouvrier en URSS*, Plon, Paris, 1938.

[10] É. Durkheim, *Règles de la méthode sociologique*, PUF, Paris, 1952, 15ème édition.

[11] M. Lewin, *La formation du système soviétique*, op. cit.

[12] Voir, J. Hirschmeier, *The origins of Entrepreneurship in Meiji Japan*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1964 ; J.W. Bennet et I. Ishino, *Paternalism in the Japanese Economy : Anthropological Studies of Oyabun-Kobun Patterns*, University of Minnesota Press, Minneapolis, Minn., 1963 ; G. Ranis, "The community-Centered Entrepreneur in Japanese Development", in *Explorations in Entrepreneurial History*, vol.III, n°2, décembre 1955 ; M.Y. Yoshino, *Japan's Managerial System-Tradition and Innovation*, MIT Press, Cambridge, Mass., 1968.

[13] Voir J. Sapir, *Quelle économie pour le XXIème siècle*, Odile Jacob, Paris, 2005.

[14] H.A. Simon, "From Substantive to Procedural rationality" in S.J. Latsis, *Method and Appraisal in Economics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1976, pp. 129-148.

[15] K. Arrow *Social Choice and Individual Values*, New Haven, Yale University Press, 1951 ; M. Olson, *The logic of collective actions*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, Cambridge, 1965 et 1971.

[16] Pour une bonne revue de la littérature et des arguments supportant ce point de vue, J. Conlisk, "Why Bounded Rationality?", in *Journal of Economic Literature*, vol. XXXIV, n°2, 1996, juin, pp. 669-700.

[17] G.J. Stigler, "The Economics of Information", in *Journal of Political Economy*, vol. 69, n°1, 1961, juin, pp. 203-215.

[18] La question de la concentration de l'attention et des capacités de réflexion est fondamentale pour comprendre la valeur possible des routines. "In a world where attention is a major scarce resource, information may be an expensive luxury, for it may turn our attention from what is important to what is unimportant". H.A. Simon, "Rationality as a Process and as a Product of Thought", in *American Economic Review*, vol. 68, n°2, 1978, pp. 1-16, p.13.

[19] La question des dissonances cognitives en un monde où domine l'incertitude est l'une des clés de l'oeuvre de Keynes comme le montre G.L.S. Shackle, "The Romantic Mountain and the Classic Lake : Alan Coddington's Keynesian Economics", in *Journal of Post-Keynesian Economics*, vol. 6, n°1, 1983, pp. 241-257. Le thème est aussi abordé dans G.A. Akerlof et W.T. Dickens, "The Economic Consequence of Cognitive Dissonance", in *American Economic Review*, vol. 72, n°1, 1982, pp. 307-319.

[20] H.A. Simon, "From Substantive to Procedural rationality" op. cit.

[21] Une démonstration éclairante en est faite à propos du jeu d'échecs, A de Groot, *Thought and Choice in Chess*, Mouton, La Haye, 1965.

[22] "...new technical devices may tilt the balance between centralization and decentralization", H.A. Simon, "Rationality as a Process and as a Product of Thought", op. cit., p. 7

[23] B. Lepetit, "Le présent de l'histoire", in B. Lepetit, (sous la direction de), *Les formes de l'expérience*, Albin Michel, Paris, 1995, pp. 273-298.

[24] R. Kosellek, *Le Futur Passé : contribution à la sémantique des temps historiques*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1990 (première édition en allemand en 1979).

[25] A. Burguière, "Le changement social: brève histoire d'un concept", in B. Lepetit, (sous la direction de), *Les formes de l'expérience*, op. cit., pp. 253-272.

[26] B. Lepetit, "Le présent de l'histoire", op. cit., p. 256.

[27] On se réfère ici à B. Lepetit, "Les Annales. Portrait de groupe avec revue", in J. Revel et N. Wachtel (eds.) *Une École pour les sciences sociales*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales et Le Cerf, Paris, 1996, pp. 31-48.